



Profession de foi des candidat.es sur la liste

ALLSH pour le Service Public

Liste ouverte soutenue par le SNESUP-FSU pour l'élection au conseil de l'UFR ALLSH
et à ses comités

Le 9 avril prochain, notre UFR renouvellera ses instances. L'enjeu est clair : poursuivre la politique actuelle ou choisir une autre politique pour notre UFR. Dans un contexte politique sans cesse inquiétant et plus hostile aux universités, il est impératif de réaffirmer et défendre les missions de service public qui sont les nôtres. La situation financière des universités, et donc de l'UFR ALLSH, ne cesse de se dégrader ; la ponction imposée de 60 % de la masse salariale libérée par les départs à la retraite a conduit à une forte réduction du nombre de recrutements statutaires, au recours massif à des contractuels et à l'explosion des heures complémentaires. Pour l'UFR ALLSH cela se traduit par une diminution drastique du nombre de personnels titulaires et par la précarisation de l'emploi comme en témoigne la campagne dramatiquement indigente de l'année 2026.

La perspective des Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP à 100%), conclus entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur, sur l'ensemble des missions de l'université – dont la masse salariale – sous contrôle et pilotage du rectorat, en concertation avec les entreprises privées laisse présager la mise au pas de l'UFR ALLSH en termes de formations et d'encadrement de nos étudiant.es, et de projets de recherche subordonnés aux besoins économiques locaux.

Les listes « ALLSH pour le Service Public », que nous présentons aux élections des instances de l'UFR, soutenues par le SNESUP-FSU, sont ouvertes à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans les missions de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, et entendent lutter contre les dérives de la gestion libérale de l'université et contre sa privatisation à bas bruit.

En votant pour la liste soutenue par le SNESUP-FSU, vous voterez pour les valeurs qui nous rassemblent et nous serviront de boussole : d'abord, défendre notre mission de **service public** ; ensuite **nous donner les moyens d'assumer nos responsabilités** vis-à-vis de nos étudiant.es, en termes de formation, et d'exercer nos missions de recherche, publique, indépendante, ouverte sur la culture et la société ; enfin **fonder notre action sur le socle républicain sur lequel repose l'université : liberté, égalité, fraternité.**

Fort.es de ces valeurs, nos élu.es s'engagent à faire entendre la voix de tous les personnels de l'UFR.

1. Pour une gouvernance de l'UFR transparente, démocratique et collégiale

Les élu.es de la liste ALLSH pour le Service Public pèseront pour que notre UFR conserve son autonomie, ses marges de décision et de négociation avec les instances de l'université. Elles/ils veilleront au **fonctionnement transparent collégial et démocratique** de la prise de décision au sein de l'UFR.

Elles/ils agiront pour redonner aux personnels un sens et un objectif à leurs missions et repenser l'organisation des services de l'UFR ; elles/ils défendront **l'emploi** statutaire contre la précarité ; elles/ils agiront dans le sens du **service public** contre le pilotage par la performance ; elles/ils valoriseront le **dialogue et la solidarité** contre la mise en concurrence des personnels.

Nos élu.es veilleront à une **répartition équitable** des moyens et à une **solidarité réelle** entre les 26 départements de l'UFR. Elles/ils exigeront des critères de répartition des moyens clairement énoncés : la pertinence de ces critères doit être discutée en conseil d'UFR, sur la base d'une analyse précise et approfondie des besoins respectifs menée en concertation avec les élu.es des deux comités. Les critères quantitatifs ne peuvent à eux seuls décider de l'avenir de pans entiers de la formation et de la recherche.

Elles/ils s'engagent à **renforcer le rôle des comités des Études et de la Recherche** dans la prise des décisions relatives à la formation et l'encadrement des étudiant.es, et aux activités de recherche des EC. Elles/ils proposeront des réunions entre les trois instances de l'UFR pour mieux coordonner la politique en matière de recrutement. La commission mixte devra jouer un rôle central dans la détermination des besoins de l'UFR pour la campagne d'emploi.

Nos élu.es s'engagent à défendre les libertés académiques tant dans le domaine de la recherche et de sa diffusion que dans celui de la formation. Elles/ils soutiendront la liberté de tractage des étudiant.es et du personnel dans l'enceinte du campus et la diffusion de l'information auprès de la communauté universitaire.

2. Pour une meilleure formation de nos étudiant.es

Nos élu.es défendront la **création** de postes statutaires auxquels ne doit pas se substituer de manière rampante et irréversible le recrutement systématique de contractuels, en dénonçant les écarts entre les ambitions pédagogiques affichées (réussite étudiante, innovation pédagogique et attractivité) et les moyens alloués. Elles/ils demanderont des moyens supplémentaires en personnel pour reconstituer la cellule Formation vidée de toute sa substance ces dernières années.

Elles/ils veilleront au respect des référentiels nationaux dans le cadrage de nos formations et s'engageront à lutter contre les nouvelles logiques de rentabilité, qui conduisent à la fermeture de formations jugées insuffisamment rentables ; elles/ils soutiendront avec force les disciplines et les langues rares, qui font la richesse et la diversité de notre UFR, en leur donnant de la visibilité et en les ouvrant à un public plus large.

Dans le contexte actuel de la mise en place de la réforme de la formation des enseignant.es à moyens constants, notre UFR, en partenariat avec l'INSPE, doit exiger des moyens supplémentaires pour assurer l'enseignement des contenus disciplinaires indispensables à la qualité d'une telle formation.

3. Pour une recherche publique de qualité

Les élu.es de la liste ALLSH pour le Service Public s'opposeront à toute **modulation à la hausse des services d'enseignement des EC**, pour garantir les statuts de nos métiers d'EC, ancrés également dans la formation et dans la recherche. Elles/ils refuseront toute logique de performance fondée sur les indicateurs bibliométriques, les ciblage thématiques et les financements conditionnés, voire subordonnés à des enjeux économiques privés. Elles/ils soutiendront la promotion des projets communs entre la Maison de la recherche et la MMSH et demanderont les moyens nécessaires pour accompagner les EC dans leurs projets de recherche. Elles/ils défendront une politique de la science ouverte en adéquation avec la mission de service public de la recherche.

4. Pour l'amélioration de nos conditions de travail

Les conditions de travail au sein de notre UFR ne cessent de se dégrader et le **mal-être des personnels s'accroît** ; nos élu.es feront entendre la voix et les revendications de l'ensemble des personnels, souvent ignorées par la gouvernance.

Concrètement, nos élu.es défendront une **réforme et une réorganisation des services de la Scolarité** en concertation avec le personnel BIATSS, les EC, les enseignant.es, et les organisations syndicales. Elles/ils travailleront à l'amélioration des conditions de travail, par la création d'un **vice-décanat dédiée à la mission Handicap**, et avec la mise en place d'espaces de convivialité, l'ouverture de la cafétéria des personnels le matin, l'amélioration des conditions d'hygiène et de la qualité de la restauration sur les sites de Schuman et de la MMSH, et l'installation de distributeurs de boissons dans le bâtiment Egger.

5. Pour la qualité de vie des étudiant.es

Nos élu.es œuvreront pour un **véritable budget destiné à la vie étudiante** et un fonds d'urgence pour venir en aide aux étudiant.es les plus précaires. Elles/ils demanderont les moyens nécessaires pour soutenir les associations étudiantes et promouvoir leurs initiatives culturelles et artistiques sur le campus.

Elles/ils soutiendront la mise en place de cellules d'écoute pour les étudiant.es au sein des départements en lien étroit avec le Bureau de la Vie Étudiante (BVE) et le Service pour le Respect de l'Égalité (SpRE) pour **lutter contre l'isolement et contre toutes les formes de discrimination**. De la même manière, elles/ils exigeront des moyens supplémentaires pour le Service Interuniversitaire de la Médecine Préventive et de la Promotion de la Santé (SIUMPPS) et de rendre gratuites les consultations psychologiques, afin de lutter contre le mal-être croissant **des étudiant.es**.

Nos élu.es défendront, en concertation avec les élu.es aux conseils centraux, la suppression des frais d'inscription différenciés pour les étudiant.es étranger.es extra-communautaires et l'amélioration de leurs **conditions d'accueil et d'hébergement**.

Votez et faites voter pour la liste « ALLSH pour le Service public », soutenue par le SNESUP-FSU